



# Francis SCARPALEGGIA



## Député de Lac-Saint-Louis

Président du comité permanent de l'environnement  
et du développement durable de la Chambre des communes

### Dans ce numéro

- ◆ Lettre aux électeurs
- ◆ Progrès en matière d'émissions de GES
- ◆ Mieux prévoir les inondations
- ◆ Nouveaux bureaux des passeports et de Service Canada
- ◆ Faire baisser le coût des services sans fil
- ◆ Bien vieillir chez soi
- ◆ Nos services
- ◆ Progrès contre les tests sur les animaux
- ◆ Le Grand parc de l'Ouest

### Bureau de comté

1, avenue Holiday  
635, Tour Est  
Pointe-Claire (Québec)  
H9R 5N3  
Tél. : 514-695-6661  
Télec. : 514-695-3708

### Bureau d'Ottawa

413, édifice de la Justice  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0A6  
Tél. : 613-995-8281  
Télec. : 613-995-0528

Chères amies, chers amis,

Cet été, les manchettes ont fait état de feux de forêt, de l'évacuation de collectivités et de l'air enfumé qui, à l'occasion, s'est propagé aussi loin que la ville de New York. À la fin du mois d'août, l'ouragan Idalia a causé des ravages choquants au sud de la frontière. Il n'est pas exagéré de dire que ces événements ont renforcé les perceptions – et les préoccupations – en lien avec la réalité et les conséquences des changements climatiques.

La crise climatique est fondamentalement une crise de l'eau : soit il y en a trop, soit il n'y en a pas assez. Les émissions de gaz à effet de serre (GES) sont invisibles, et leur importance peut être difficile à saisir de manière concrète. Mais la dévastation engendrée par les inondations et la sécheresse, des phénomènes intensifiés par les changements climatiques, est tout à fait réelle — et coûteuse.

Pour réagir rapidement aux phénomènes météorologiques extrêmes comme les inondations et la sécheresse, nous devons être en mesure de formuler des prévisions plus précises (voir « Mieux prévoir les inondations » à la page 2). En parallèle, nous devons accroître la résilience à long terme de nos collectivités face à l'augmentation de la fréquence et de la gravité des inondations et des périodes de sécheresse.

En juin dernier, le gouvernement a diffusé la très attendue *Stratégie nationale d'adaptation du Canada : bâtir des collectivités résilientes et une économie forte* (SNA). La SNA comporte une feuille de route sur l'adaptation aux répercussions des changements climatiques au Canada. Dans le

domaine de l'atténuation des risques de catastrophe, le plan d'action de la SNA présente les initiatives gouvernementales en cours qui visent à se préparer aux catastrophes naturelles, à y répondre et à y remédier.

Par exemple, le gouvernement fédéral investit dans la recherche sur les feux de forêt et cherche à accroître ses connaissances sur le sujet. Les feux de forêt dépendent du climat, des conditions météorologiques et de la topographie, ainsi que de la présence d'un combustible (herbes, arbustes et forêts) et d'une source d'inflammation. Il est crucial de mieux comprendre ces facteurs et leurs interactions.

Le gouvernement élargit également la portée du Programme d'identification et de cartographie des aléas d'inondation. Il a investi pour cerner les zones à haut risque d'inondation et pour créer un nouveau portail en ligne ouvert au public permettant aux Canadiens d'accéder à des renseignements sur leur risque d'exposition aux inondations.

En ce qui concerne l'indemnisation des dommages liés aux inondations, le budget fédéral de 2023 prévoit 31,7 millions de dollars pour la mise en place d'un programme d'assurance abordable ayant pour but d'aider les ménages canadiens vulnérables détenant une couverture d'assurance insuffisante. Le programme national d'assurance-inondations devrait être offert d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2025.



## Progrès en matière d'émissions de GES

En 2021, les émissions de gaz à effet de serre du Canada étaient inférieures de 53 mégatonnes (Mt) à celles de 2019, avant la pandémie, et de 62 Mt par rapport aux niveaux de 2005. Autrement dit, nous avons parcouru près d'un quart du chemin qui nous sépare de notre objectif de réduction des émissions d'ici 2030, à savoir de 40 % à 45 % par rapport aux niveaux de 2005. En outre, l'intensité des émissions pour l'ensemble de l'économie canadienne (GES en fonction du produit intérieur brut [PIB]) a diminué de 42 % depuis 1990 et de 29 % depuis 2005.

En 2022, le gouvernement a publié une proposition de cadre visant à réduire les émissions de méthane du secteur pétrolier et gazier — de loin le GES le plus puissant et le principal composant du gaz naturel — de 40 % à 45 % d'ici 2025 par rapport aux émissions de 2012 et d'au moins 75 % d'ici 2030. Le gouvernement élabore actuellement un cadre visant à plafonner les émissions de ce secteur de manière plus générale.

Les émissions du secteur pétrolier et gazier ont atteint leur sommet il y a huit ans et qu'elles ont chuté de 7 % depuis en grande partie grâce à une série de mesures fédérales et provinciales, notamment des règlements fédéraux sur les émissions fugitives (fuites provenant de connexions entre des valves et de l'équipement, par exemple) et l'évacuation (rejets contrôlés, par exemple lors de la complétion d'un puits, de l'entretien d'un puits et de l'entretien d'un pipeline).

## Mieux prévoir les inondations

Bien qu'il soit essentiel de pouvoir prévoir avec précision les inondations afin de réduire les dommages qu'elles provoquent, il s'agit d'un processus complexe. Pour que les modèles prévisionnels soient fiables, il faut connaître les caractéristiques du bassin hydrographique, telles que les conditions d'humidité et la température du sol, l'accumulation de neige, la topographie, le couvert végétal, etc. Dans les climats nordiques comme le nôtre, le problème est rendu encore plus complexe par la nécessité de prendre en compte des facteurs tels que les embâcles, qui influencent le débit et le niveau de l'eau.

Au Canada, la prévision des inondations est fragmentée en raison de la structure fédérale unique de notre pays. Afin de favoriser une meilleure collaboration entre le gouvernement fédéral et les provinces en matière de prévision des inondations, j'ai déposé un projet de loi d'initiative parlementaire — le projet de loi C-317 — dont l'objectif est de demander au gouvernement fédéral de collaborer en priorité avec les provinces et les communautés autochtones à la mise en place d'un véritable système national de prévision des inondations.

## Nouveaux bureaux des passeports et de Service Canada

En août dernier, le bureau des passeports de Fairview a déménagé, de même que le centre de Service Canada de Pointe-Claire (St-Jean et autoroute 40). Leur nouvelle adresse est la suivante :

2400, boulevard des Sources  
bureau 106  
Pointe-Claire, Québec  
H9R 0E9

Tous les services de Service Canada sont maintenant accessibles sous un même toit. Le nouveau site offre une salle d'attente plus spacieuse, des infrastructures plus modernes et, surtout, il est conforme aux normes d'accessibilité les plus récentes, tant pour les clients que pour les employés. Il est également facilement accessible par autobus et se trouve à proximité de la future station du REM à l'angle du boulevard des Sources et de l'autoroute 40.



Conférence de presse pour annoncer le plan pour l'élimination des subventions destinées à l'industrie des combustibles fossiles



Présentation d'un trophée au sergent de section Noor Ullah de l'Escadron 690 (Lakeshore) des cadets de l'Air



Discussion avec le maire Jim Beis des mesures de prévention des inondations printanières dans Pierrefonds-Roxboro



Prenant la parole lors de la cérémonie d'ouverture des finales de natation ALPS à la piscine de Baie-d'Urfé



## Faire baisser le coût des services sans fil

Fin 2021, soit plus tôt que l'objectif de mars 2022 que le gouvernement s'était fixé, le coût moyen des forfaits de services sans fil de moyenne gamme avait baissé de 25 % sur une période de deux ans. Fin 2022, le prix des forfaits pour les ensembles de niveaux plus bas (c'est-à-dire ayant moins de données) était resté pratiquement le même ou était un peu plus élevé qu'en 2021. En revanche, le prix des forfaits haut de gamme a baissé. Dans l'ensemble, les prix ont continué de baisser, et ont affiché une baisse de 2,6 % en moyenne en 2022 par rapport à 2021, tous types de forfaits confondus.

Le CRTC, qui est indépendant du gouvernement et ne relève donc pas directement de son contrôle, est responsable des décisions qui influencent les tarifs sur le marché des services sans fil. Toutefois, malgré cette indépendance, le gouvernement peut, comme il le fait régulièrement, émettre des directives générales à l'intention du CRTC.

En octobre 2022, le CRTC a établi de nouvelles règles permettant aux fournisseurs de services régionaux disposant de leur propre infrastructure dans une région donnée d'accéder aux réseaux de services sans fil des grandes entreprises de télécommunications comme Bell et Rogers dans une autre région au prix de gros pour les revendre. En février 2023, une nouvelle directive du Cabinet à l'intention du CRTC est entrée en vigueur. Cette directive demande au CRTC de prendre les mesures nécessaires pour garantir un accès plus rapide et plus efficace aux tarifs de gros pour les revendeurs afin d'encourager davantage la concurrence.

## Bien vieillir chez soi

Les aînés, c'est-à-dire les personnes âgées de plus de 65 ans, représenteront près de 25 % de la population d'ici 2051, et leur nombre pourrait atteindre près de 11 millions d'ici 15 ans. Les aînés constituent donc l'un des groupes démographiques qui connaissent la plus forte croissance au Canada.

Le premier ministre a chargé le ministre des Aînés, avec le soutien du ministre de la Santé, de créer un groupe d'experts chargé de se pencher sur des mesures, notamment une éventuelle prestation pour soutenir les aînés qui souhaitent vieillir chez eux, dans le confort de leur foyer. Le groupe d'experts a tenu des consultations en ligne de mars à avril 2023. Un rapport sur ces consultations, qui comprendra des recommandations pour le gouvernement, est attendu à l'automne 2023.

## Nos services

Véhiculer les points de vue, les intérêts et les préoccupations des concitoyens et voter sur des mesures législatives sont des aspects essentiels du rôle de député. Au-delà de ces aspects concrets de la démocratie, les députés offrent à leurs concitoyens tout un éventail de services qui ne sont pas toujours bien connus ou bien compris.

Mon bureau vient en aide à mes concitoyens de manière concrète et importante. En plus de les renseigner sur les programmes et les services du gouvernement, mon équipe et moi-même leur venons quotidiennement en aide dans le cadre de leurs démarches auprès des ministères fédéraux. Par exemple, nous aidons nos concitoyens à communiquer avec Immigration et Citoyenneté Canada au sujet de leurs demandes de résidence permanente, de visas de visiteur, de permis de travail et de permis d'études. Nous aidons également les particuliers et les entreprises à communiquer avec l'Agence du revenu du Canada lorsqu'une question fiscale s'avère complexe et épineuse. Par ailleurs, nous sommes à la disposition de nos concitoyens pour les aider à résoudre les problèmes qu'ils rencontrent en raison des retards de traitement de leurs demandes de prestations de Sécurité de la vieillesse, du Supplément de revenu garanti et d'autres.



Accueil d'une nouvelle Canadienne d'origine ukrainienne à une cérémonie de citoyenneté lors de la Fête du Canada



Célébration des 100<sup>e</sup> et 101<sup>e</sup> anniversaires de naissance de Jacqueline Everard (dans la photo) et d'Agnes Corcoran



Célébration de la Fête du Canada au parc Alexandre-Bourgeois de Pointe-Claire



Visite au camp d'été Laurus pour souligner le 7<sup>e</sup> anniversaire de l'Allocation canadienne pour enfants



## Progrès contre les tests sur les animaux

En règle générale, la réglementation en matière de tests sur les animaux relève des provinces. Le gouvernement fédéral n'est toutefois pas sans influence en la matière. La Loi sur les aliments et drogues régit la réglementation des aliments, des médicaments, des appareils et des cosmétiques. Au printemps dernier, le Parlement a modifié la Loi sur les aliments et les drogues afin d'interdire les tests de produits cosmétiques sur les animaux. L'interdiction entrera en vigueur le 22 décembre 2023.

Plus précisément, les entreprises ne seront plus autorisées à tester les cosmétiques sur les animaux ou à vendre des cosmétiques qui ont été testés sur les animaux. Il sera également interdit d'apposer un étiquetage faux ou trompeur sur les cosmétiques en ce qui concerne l'expérimentation animale.

## Le Grand parc de l'Ouest

Le stress lié à la pandémie nous a fait prendre conscience des avantages d'être en contact avec notre environnement naturel. Il n'est donc pas surprenant de constater une augmentation marquée du soutien de la population à la protection des espaces verts comme la forêt de Fairview et le champ des monarques à l'aéroport Trudeau.

Dans l'Ouest-de-l'Île, nous avons la chance d'avoir de magnifiques sites naturels comme le bois Angell, l'Arboretum Morgan, l'Écomusée, le campus Macdonald de l'Université McGill et les parcs naturels du Cap Saint-Jacques et de l'Anse-à-l'Orme. Une initiative a été lancée afin de regrouper ces espaces verts et d'autres zones adjacentes pour former un grand parc urbain, le Grand parc de l'Ouest (GPO), qui reliera de vastes zones de l'Ouest-de-l'Île et de l'Île-Bizard.

Si le GPO demeure un projet en cours qui se concrétisera par l'acquisition progressive de terrains à des fins de conservation, les trois paliers de gouvernement ont déjà uni leurs efforts pour annoncer des fonds destinés à renforcer la résilience aux inondations printanières des zones qui feront partie du futur parc. Le gouvernement fédéral s'est engagé à verser 50 millions de dollars, qui font partie des 134,5 millions de dollars promis par les trois ordres de gouvernement, pour améliorer la capacité de rétention des bassins hydrographiques ainsi que pour renforcer l'infrastructure de gestion des eaux pluviales contre les inondations dans les régions habitées de Pierrefonds-Roxboro, à l'est du GPO.



Au tournoi des Anciens de Pointe-Claire



Visite du Club de boulingrin de Beaconsfield lors de la Fête nationale



En compagnie des collègues Mélanie Joly, Steven Guilbeault et Anthony Housefather au Défilé de la Fierté à Montréal

## Restez en contact

Les voies de communication entre les citoyens et leurs représentants élus se sont beaucoup multipliées. C'est une bonne chose : ce n'est qu'à travers un dialogue ouvert que les politiciens peuvent prendre connaissance des priorités de leurs électeurs et les associer aux activités du gouvernement. Ma page Facebook, ainsi que mon compte X, sont des moyens importants d'obtenir vos commentaires sur les questions qui vous tiennent à cœur. Elles me permettent également de vous informer de mes activités.

### Bureau de comté

1, avenue Holiday  
635, Tour Est  
Pointe-Claire (Québec)  
H9R 5N3  
Tél. : 514-695-6661  
Télé. : 514-695-3708

### Bureau d'Ottawa

413, édifice de la Justice  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0A6  
Tél. : 613-995-8281  
Télé. : 613-995-0528